

LA CROIX

jeudi 15 novembre 2018 — Quotidien n° 41255 — 2,00 €

Le mystère d'une disparition

Il y a cinq ans, le jésuite
Paolo Dall'Oglio,
fondateur du monastère
de Mar Moussa, était
enlevé à Rakka.
« La Croix » a enquêté
en Syrie et dans plusieurs
pays pour tenter
de retrouver sa trace

P. 2 à 6



Le père Paolo Dall'Oglio, au monastère de Mar Moussa, en juillet 2008.

Miguel Ribeiro Fernandes

Qu'est-il arrivé au père Paolo en Syrie ?

Rakka, Turquie, Rome, Paris
De notre envoyé spécial

Cinq ans après son enlèvement par Daech à Rakka, en Syrie, le sort du jésuite italien Paolo Dall'Oglio reste une énigme.

Des témoins, jamais entendus, accusent les autorités italiennes d'avoir enterré le dossier en 2014, de laisser filer les ravisseurs connus et même d'avoir dissimulé aux proches durant quatre ans les effets personnels du prêtre, rapportés du califat par des amis.

Ces sept dernières années, des dizaines de milliers de personnes ont disparu en Syrie. Purement et simplement disparu, ni mortes ni vivantes, évanouies dans le brouillard de la guerre. Parmi elles, il y a même un géant : le père Paolo Dall'Oglio. Cela peut sembler incongru, mais on a fait disparaître un géant, un colosse aux larges épaules, un torrent de vie, Romain authentique, bavard, passionné, sanguin, le genre qui ne disparaît pas facilement. Jeune, son âme démesurée avait été appelée par l'immensité du désert de Syrie, comme si Dieu avait voulu en faire son « Gargantua ».

Durant trente ans, son monastère, Deir Mar Moussa, sorte d'abbaye de Thélème sur la route de Damas, a accueilli toute la Syrie, intellectuels, paysans, touristes, pèlerins, activistes, sunnites, alaouites, catholiques, orthodoxes, marxistes, athées, familles, hippies, homos, opposants, loyalistes, ennemis et agents des Al Assad...

Le géant Paolo s'y était donné un défi à sa mesure : unir chrétiens et musulmans. L'espoir fou du « printemps arabe » a évidemment galvanisé cet assoiffé d'idéal - jusqu'à en appeler à prendre les armes. Un Padre révolutionnaire comme on n'en croise que dans les livres !

Puis, comme un roman inachevé, sa vie s'est arrêtée au milieu d'une phrase. « Salut à tous de Rakka. En Syrie libre ! », écrit-il à ses proches, le soir du 27 juillet 2013, dans son dernier courrier électronique. Il a alors rendez-vous avec Daech.

L'organisation djihadiste n'a jamais revendiqué ni son enlèvement ni son exécution. Nul ne sait ce qui lui est arrivé. Mille rumeurs ont circulé : mort, captif, livré à Bachar Al Assad. Toutes possibles mais sans fondement. Le mystère Paolo paraît impénétrable.

En dix mois d'enquête, La Croix a néanmoins retrouvé des témoins directs, qui donnent les noms des ravisseurs, des chefs de Daech bien connus. L'un d'eux a même été fait prisonnier par la coalition, puis relâché cet été. Mais les autorités italiennes n'ont pas cherché à l'interroger, ni à entendre ceux qui l'accusent. Car l'affaire a été enterrée il y a quatre ans.

Exfiltrés en mai 2014 de Syrie, les effets personnels du prêtre ont été mis au placard et même cachés à la famille. Depuis le début, le Vatican et le gouvernement italien observent le plus grand silence : contactés par La Croix, ils se contentent toujours d'assurer qu'ils suivent le dossier. Les proches n'osent pas s'exprimer publiquement. Les témoins sont dispersés, en Syrie, en Turquie, à Rome, à Paris, à Berlin, à Stockholm et dans dix petites villes d'Europe. À Rakka, les preuves et les lieux ont été oblitérés par les bombardements. Tout est réuni pour former une énigme.

Dès le départ, le voyage de Paolo dans le nord de la Syrie est un secret bien gardé. Rares sont les proches qu'il a prévenus. Il s'est cependant ouvert sur son projet dès le printemps 2013 lors d'un dîner d'opposants syriens à Paris. Rien d'inhabituel pour « Abuna Paolo », comme on l'appelle en arabe. Depuis que le régime l'a banni, en juin 2012, il ne peut retourner en Syrie que clandestinement, donc très discrètement. Et il est sans cesse sur les routes. Il fait des allers-retours entre son nouveau monastère, à Souleimaniyé, au Kurdistan d'Irak, et l'Europe où il milite pour la révolution.

Dans son dernier mail à ses proches, il explique les raisons de sa venue à Rakka. Il veut aider son ami le docteur Mohammed Haj Saleh, dont c'est la ville natale. Ce dernier est l'aîné d'une fratrie qui compte l'écrivain Yassin Al Haj Saleh, un célèbre opposant communiste emprisonné par le régime de 1980 à 1996. Deux de leurs frères, Ahmed et Firas Al Haj Saleh, ont été arrêtés par Daech. « Je suis ici aussi pour plaider pour eux auprès de ceux d'Al-Qaida (il ne fait pas la différence avec Daech) », explique Paolo à sa famille.

Il annonce ensuite son projet de se rendre à Deir Ez-Zor, à 150 km au sud-est de Rakka en direction de l'Irak, le 29 juillet, pour deux jours. En attendant, Paolo loge chez le directeur d'un magazine local, Youssef Daas, un ami des Al Haj Saleh. « Nous lui avons conseillé de ne pas venir, mais il était déjà à la frontière turque », se souvient ce journaliste de la vieille école, fumeur invétéré, musulman peu pratiquant, étonné de recevoir un prêtre catholique qui respecte strictement le Ramadan, commencé le 10 juillet 2013.

Youssef est l'un des derniers à avoir interviewé Paolo et il vit désormais dans le sud-est de la Turquie, dans un immeuble décati, plein à craquer de familles syriennes. Pourquoi voulait-il dissuader Paolo de venir?

Si le régime s'est retiré de Rakka en mars 2013, la « lune de miel » de la révolution a tourné court. Les groupes armés s'affrontent, répriment les manifestations, attaquent les minorités, enlèvent les activistes locaux et des journalistes étrangers. Le Français Nicolas Hénin a ainsi été kidnappé par Daech le 22 juin 2013. Il l'a révélé sur Facebook en juillet 2015 : Paolo, ami de sa famille, est aussi venu négocier sa libération.

Les otages ne sont pas la seule mission du prêtre. « Il avait pour but de se rendre dans la province d'Anbar, dans l'ouest de l'Irak », poursuit Youssef Daas. « C'est là que se trouvaient les chefs de l'État islamique. Il voulait rencontrer Abou Bakr Al Baghdadi. (Ce dernier ne se proclamera calife qu'un an plus tard, il n'est alors que le chef d'un groupe armé irakien venu s'ingérer dans la guerre civile syrienne, NDLR.) »

Peut-être pour une négociation entre Kurdes et Daech, qu'évoquait Le Monde dès août 2013. Youssef n'en sait pas plus : « Il avait un message de Massoud Barzani, le président du Kurdistan d'Irak, mais il l'a gardé secret. » Depuis longtemps, le prêtre prône et pratique le dialogue avec les islamistes, même les plus radicaux. En février 2013, il a ainsi convaincu AI-Qaida de libérer des otages à Qousseir, près de Homs. Mais il sait très bien que les djihadistes sont une menace car, selon lui, Damas les instrumentalise.

C'est même le sujet de son dernier article publié, juste après sa disparition, dans le numéro d'août-septembre 2013 de Popoli, la revue de la Compagnie de Jésus. Il y dénonce l'assassinat du père François Mourad, en juin 2013, par un groupe djihadiste près de Homs, « téléguidé par les services secrets des alliés irano-syro-russes ».

À Rakka, partout où Paolo met les pieds, il sent le vent mauvais qui souffle. Au café Apple, le rendez-vous des révolutionnaires, il débat avec des jeunes activistes laïcs. « Pourquoi êtes-vous venu ? Vous êtes stupide ! », lui lance le jeune Hamoudi, autrefois un habitué de Mar Moussa. Homosexuel, Hamoudi a plus tard été capturé par Daech. Condamné à être précipité d'un immeuble, il a été libéré in extremis par l'Armée syrienne libre. Il vit aujourd'hui à Berlin. « J'étais fâché contre Paolo. À la télévision, il avait dit que si la révolution débouchait sur un régime islamiste, il fallait l'accepter, parce que c'est cela la démocratie. C'était un type bien, mais il n'avait pas de sens politique. »

Paolo ne plaît pas plus aux islamistes. Au tribunal islamique de la ville, il est à l'inverse pris à partie par un notable, pour qui un chrétien n'a pas à se mêler des affaires de la Syrie. Et il est tout bonnement traité d'« infidèle » par un chef d'Ahrar Al-Cham, un groupe djihadiste, que Paolo rencontre dans son quartier général, où pourtant il espérait trouver bon accueil.

Du côté de Daech, on refuse d'abord de le recevoir. Les terroristes occupent le siège du gouvernorat de Rakka, imposant bâtiment transformé en 2017 en ruine de béton par des frappes américaines. Le 28 juillet 2013, après Viftar, la rupture du jeûne, Paolo y passe pour négocier longuement avec les gardes du portail. « Ils lui ont dit de revenir le lendemain à midi pour rencontrer le wali de Rakka », se souvient Youssef Daas, qui l'attend pendant ce temps au café Apple. Le « gouverneur de Rakka » - titre pompeux

alors que Daech est loin de gouverner la ville - est le grand chef de Daech dans la région, Abou Luqman Al Raqqawi, l'un des pères du futur califat. Né en 1973, Abou Luqman s'appelle en réalité Ali Moussa Al Shawakh. C'est le maître espion de l'organisation. Il a créé l'Amniyat (la « sécurité » en arabe), les services secrets de Daech responsables de la terreur intérieure et extérieure, sorte de Gestapo des terroristes.

Avec un tel rendez-vous, « Paolo se jette dans un nid de serpents », regrette Youssef. Après être passé chez Daech, « Abuna » a retrouvé ses amis au café Apple. Ensemble, ils se joignent à une manifestation d'étudiants. Il y donne un discours et des interviews filmées. Ces vidéos, les dernières, le montrent « toujours à 100 % », sourit en les revoyant un de ses disciples, le père Jens, désormais chargé du monastère de Souleimaniyé en Irak.

Mais en réalité, Paolo est nerveux. Le lendemain 29 juillet, au moment de partir, il réfléchit longuement, fait les cent pas, puis donne ses instructions. « Il m'a remis deux sacs, un sac à main et un sac à dos, détaille Youssef Daas. Il m'a dit : « Si je ne reviens pas, apporte-les au père Jens (1) à Souleimaniyé. Mais attendez trois jours pour alerter les gens. » » Finalement, un autre ami de Paolo, Mohammed Al Haj Saleh, le conduit à son rendez-vous et le dépose un peu avant le gouvernorat, par précaution.

Paolo Dall'Oglio ne réapparaîtra jamais. Au milieu de l'après-midi, Youssef Daas envoie son fils Iyas et un ami s'informer auprès de Daech. « Un garde nous a conduits dans le sous-sol », détaille Iyas Daas. « Au bout de cinq minutes, Abdulrahman Al Faysal est arrivé avec son escorte personnelle. Il portait une cagoule, nous menaçait avec son arme et avait une veste explosive (...). » Également appelé Abou Faysal, le terroriste qui reçoit Iyas Daas fait partie du premier cercle d'Abou Luqman. « Il a juré qu'il n'avait pas vu le père Paolo, et nous sommes sortis, déçus. » Malgré les consignes de Paolo, la confusion s'installe dès le soir du 29. Les réseaux sociaux s'affolent. Sans équipe sur place, la télévision syrienne d'État et Reuters confirment la nouvelle. Des opposants qui n'ont jamais été en contact avec Paolo démentent.

D'autres prétendent qu'il a été enlevé, mais pas par Daech. Enfin, on raconte déjà qu'il a été exécuté. Les jours passent, Daech ne revendique pas, et aucun témoignage direct n'émerge. Aucun n'émergera jamais.

À Rakka, les amis de Paolo arrêtent rapidement de chercher. La ville est à feu et à sang. Daech est brièvement chassé à l'automne, mais écrase subitement tous ses adversaires en janvier 2014. Difficile d'enquêter dans ces conditions... « Immédiatement, des hommes de Daech nous ont dit qu'ils avaient tué le père Paolo, se souvient Youssef. Ils disaient qu'il s'était disputé avec un membre de Daech, Abou Mohammed AUezraoui, un Saoudien. Il l'aurait emmené en voiture et tué sur la route. » Mais il reste possible que les ravisseurs leur aient menti pour faire taire les questions.

À Rome, le centre de crise du ministère des affaires étrangères est chargé-du dossier. L'État italien garde un secret absolu.

« En Italie, les services ne disent rien à la famille », explique un proche toujours en contact avec les enquêteurs. L'un d'eux lui a donné une raison pour le moins étrange : « Selon lui, personne en Italie ne sait garder un secret et tout finirait dans la presse. » Si elles se taisent, c'est aussi que les autorités ne savent alors presque rien. « On l'a cherché activement durant la première année, mais rien n'est sorti », confesse Mario Giro, sous-secrétaire d'État puis vice-ministre des affaires étrangères de mai 2013 à juin 2018. Cette quête lui tient d'autant plus à cœur qu'il se considère comme un « ami personnel » de Paolo.

Depuis 1990, cet ancien syndicaliste est aussi médiateur pour la paix de la communauté de Sant'Egidio. Le jésuite disparu est un habitué des conférences organisées par ce cénacle de spécialistes des affaires internationales proche de l'Église. Souvent impliquée dans la diplomatie du Vatican, l'association va tenter de trouver des témoignages et d'engager des négociations. En vain.

« Le sujet était encore trop chaud pour que certaines personnes parlent, poursuit Mario Giro. Mais surtout, comme avec les deux évêques syriens qui avaient disparu quelques mois plus tôt, dès que vous cherchez, vous tombez dans un nuage gris. » En 2013, Sant'Egidio recherchait en effet aussi deux évêques orthodoxes enlevés le 22 avril près d'Alep. « Dans les deux cas, d'innombrables faux témoins surgissent, attirés par l'argent. La vérité est noyée dans ces faux témoignages. » Début 2014, Sant'Egidio abandonne. « C'est le Vatican qui s'en occupe désormais », conclut Mario Giro.

Au moment même où l'on clôt l'enquête, de nouveaux témoins directs s'échappent de Syrie. Au printemps 2014, Youssef Daas veut fuir Rakka avant que la nasse ne se referme complètement. Il ouvre les sacs que Paolo lui avait confiés et y découvre des téléphones portables, une tablette iPad, des carnets, des documents en vrac, du cash. Il se débarrasse du superflu, les habits, et cache le reste dans son sac.

Durant les quatorze heures de route pour sortir du territoire de Daech, émaillées de barrages tenus par des djihadistes, il craint sans cesse qu'on le fouille et qu'on découvre ce qu'il transporte.

Il parvient finalement en Turquie et charge un ami de transmettre ces sacs aux autorités italiennes. « Après avoir envoyé les sacs, je pensais que l'ambassade d'Italie demanderait à me rencontrer. Mais cela ne s'est jamais passé. » Les affaires personnelles du prêtre ont pourtant bien été remises aux autorités italiennes, durant l'été 2014. Mais l'ami de Youssef Daas ne les a pas portées au plus proche consulat, comme il en avait été instruit. Il les a vendues à un intermédiaire, qui a tout épluché, puis les a envoyées par colis... à Paris.

Là, un célèbre opposant syrien en exil les a finalement remis à des « employés de l'ambassade d'Italie en France ». « Ils n'étaient pas là pour enquêter. C'est comme s'ils voulaient les faire disparaître », reconnaît cet homme qui a connu Paolo avant la guerre. Tous ces intermédiaires reçoivent paiement pour leur service, et sans doute leur silence. La famille et la communauté n'en sauront rien. Elles découvrent cela avec sidération début 2018, et doivent insister pendant des mois auprès du centre de crise et des juges pour les récupérer. Au passage, les appareils électroniques ont été

formatés. L'un des carnets contenait l'ensemble de ses codes d'accès électroniques. Une copie en avait été faite par un des intermédiaires et a pu circuler, sous le manteau, rendant possible l'accès à la boîte mail, aux comptes Facebook ou Skype de Paolo.

Les proches ne sont pas au bout de leurs surprises : on a laissé filer les suspects ! Abou Luqman est toujours en vie et, d'après un chercheur américain, il aurait même été capable de voyager en Turquie, en Irak et en Libye en 2017. Quant à son lieutenant Abdulrahman Al Faysal, il a refait surface et il vivrait paisiblement dans son village. Il avait pris du grade dans le califat et a été lui-même gouverneur de Rakka en 2016. Mi-juin 2018, un réseau d'activistes, « Rakka est massacré en silence », révèle qu'il a été arrêté par les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabokurde qui a repris Rakka fin 2017... et que les FDS l'ont libéré !

L'Italie n'a pas bougé le petit doigt. L'enquête est enterrée depuis longtemps. « Pourquoi le Vatican ou les Italiens ne m'ont-ils jamais interrogé sur Paolo ? », questionne aujourd'hui Youssef Daas, peu au fait des pouvoirs du Vatican dans ce domaine. Un autre témoin clé a refait surface : Ahmed Al Haj Saleh, celui dont Paolo est venu négocier la libération. Peut-être avec succès, car il a été libéré quinze jours après, à la mi-août 2013. Depuis 2014, il vit dans une petite ville du centre de la France, traversée comme Rakka par un grand fleuve... « En prison, personne ne m'a rien dit, ni sur mon frère Firas, ni sur le père Paolo », explique-t-il.

Le témoignage d'Ahmed est néanmoins intéressant : il a connu directement Abou Luqman et ses hommes, dont deux Saoudiens. « Abou Mohammed Al Jezraoui avait la charge du quartier général, le governorat, explique-t-il. Un autre Saoudien, Abou Joulaibi, avait autorité sur la salle de réception. Un homme petit et maigre à la peau très foncée, et particulièrement cruel. Je l'ai vu tuer un homme en lui enfonçant le pied d'une chaise dans l'œil. » D'après Ahmed Al Haj Saleh, Abou Mohammed et Abou Joulaibi sont ceux qui ont accueilli Paolo à son arrivée dans le bâtiment

Malgré ces nouveaux éléments, à Rome, personne ne parle. De peur de ruiner l'un de leurs derniers espoirs, les proches n'osent pas critiquer l'inaction du ministère des affaires étrangères italien. Interrogé sur les témoins oubliés et sur la disparition des effets personnels, celui-ci se contente de répondre qu'il « suit le cas du père Dall'Oglio depuis le début et avec la plus grande attention, en restant en contact direct avec sa famille ».

Pourquoi les autorités italiennes auraient-elles enterré l'enquête ? Des amis de Paolo font remarquer la proximité entre l'État italien et le régime de Bachar Al Assad. Malgré un mandat d'arrêt international, Ali Mamlouk, chef de la sécurité nationale syrienne, a même pu rendre visite à ses homologues du renseignement italien à Rome, en janvier 2018.

Le Saint-Siège ne souhaite pas non plus commenter l'affaire. Dans l'Église, le cas Paolo divise. Les chrétiens syriens proches du régime et leurs soutiens parmi les ecclésiastiques d'Occident n'ont pas pardonné à Paolo. Seul l'ancien provincial de la Compagnie de Jésus au Proche-Orient au moment des faits, le père Victor Assouad,

veut bien parler. Il déplore un « manque de volonté au niveau politique. Tout le monde a intérêt à ce que la lumière ne soit pas faite », admet-il.

Le père Paolo, fondateur de la communauté Al-Khalil, avait pris son indépendance par rapport à la Compagnie de Jésus. Son engagement radical pour les révolutionnaires syriens avait choqué, même un ami de trente ans comme le père Victor. Mais à la curie jésuite à Rome, on regrette aujourd'hui qu'il soit ainsi plongé dans l'oubli. « Combien de temps faut-il attendre pour faire son deuil ? », demande ce chrétien de Syrie devenu romain - le chemin inverse de Dall'Oglio.

Pour le cinquième anniversaire de sa disparition, contrairement à ce qui est prévu pour d'autres prêtres victimes de la guerre civile, Paolo n'a eu droit à aucune commémoration officielle. « Il faut maintenant s'intéresser à son héritage, espère le père Victor Assouad, développer ce qu'il nous a laissé, plutôt que se concentrer sur ce qui sera peut-être toujours une énigme. »

Jérémy André

(1) Membre de la communauté Al-Khalil.



Le calme est revenu au monastère de Mar Moussa. Le père Jihad (à gauche), membre de la communauté Al-Khalil fondée par le père Paolo, accueille de jeunes visiteurs, en mars 2018.

Cécile Massie